



CHAPITRE 97

Loi concernant le paiement d'une indemnité et d'une pension à M. Armand Courval

[Sanctionnée le 23 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Indemnité autorisée.

1. La Ville de Montréal est autorisée à verser à M. Armand Courval une indemnité en raison du pardon qui lui a été accordé le 22 juillet 1971 par le Gouverneur général du Canada. L'indemnité peut être payée sur résolution du comité exécutif si des deniers sont disponibles au budget de l'exercice financier en cours au titre de dépenses contingentes pour réclamations.

Rente annuelle.

2. À la demande de la Ville de Montréal, l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal est tenue de verser à M. Armand Courval, à compter du 5 janvier 1971, une rente annuelle de onze mille cinq cent douze dollars et quatre-vingt-douze cents, payable par versements mensuels. Advenant son décès, sa veuve a droit, durant viduité, à la moitié de cette rente.

Paiement par la Ville.

Aux fins de l'alinéa précédent, la Ville de Montréal est tenue de payer à l'Association mentionnée au premier alinéa, avec intérêt au taux légal, le montant que cette Association aurait reçu tant comme contribution de la ville que comme contribution de M. Armand Courval si ce dernier était demeuré au service de la ville entre le 5 février 1957 et le 4 janvier 1971; ce montant doit être établi suivant la base

CHAPTER 97

An Act respecting payment of an indemnity and a pension to Armand Courval

[Assented to 23rd December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Indemnity authorized.

1. The City of Montreal is authorized to pay an indemnity to Armand Courval by reason of the pardon granted him by the Governor-General of Canada on the 22nd of July 1971. The indemnity may be paid on a resolution of the executive committee if moneys are available in the budget of the current fiscal year, as contingent expenses for claims.

Pension and amount.

2. From the 5th of January 1971, the Montreal Police Benevolent and Pension Society must pay to Armand Courval, at the request of the City of Montreal, an annual pension of eleven thousand five hundred and twelve dollars and ninety-two cents, payable in monthly instalments. On his death, his widow is entitled to one-half of such pension as long as she remains a widow.

Portion of City.

For the purposes of the preceding paragraph, the City of Montreal must pay the Association mentioned in the first paragraph, with interest at the legal rate, the amount which that Association would have received as contributions both from the city and from Armand Courval had he remained in the employ of the city between the 5th of February 1957 and the 4th of January 1971; this amount must

qui a été utilisée pour la fixation de la rente au montant indiqué au premier alinéa. La Ville de Montréal est également alors tenue de rembourser, avec intérêt au taux légal, pour le compte de M. Armand Courval, les montants que ce dernier a reçus à la suite de sa démission en remboursement des contributions qu'il avait versées à l'Association alors qu'il était à l'emploi de la Ville de Montréal.

be established according to the basis used for fixing the pension in the amount indicated in the first paragraph. The City of Montreal must also then repay on behalf of Armand Courval, with interest at the legal rate, the amounts which he received, following his resignation, in repayment of his contributions to the Association while he was employed by the City of Montreal.

Insaisissabilité.

3. La rente prévue à l'article 2 est insaisissable.

3. The pension provided for in section 2 shall be unseizable. Unseizable.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.